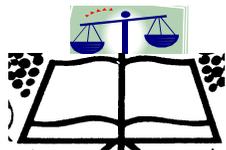


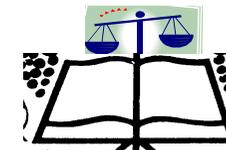
ACTIONS DES CHRETIENS POUR LA PROMOTION DE LA PAIX ET DU DEVELOPPEMENT



« ACPD- CAPD » GOMA

E-mail : e.muhima@gmail.com, e.muhima@yahoo.fr , acpd20007@gmail.com

Site web : www.reseau-rafal.org/node/109



Tél. : 00243 997 671 655, 00243 853 336 828, 00243 853 336 828

GOMA NORD- KIVU

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO.

**STATISTIQUE SUR LES RAPPORTS DES VIOLATIONS DES DROITS DE
L'HOMME ET LES SITUATIONS D'INSECURITE EN PROVINCE DU NORD KIVU.
JANVIER - DECEMBRE 2014.**

‘ Au moins deux personnes mourir chaque jour, de manière abusive c'est trop en ce moment où des instruments juridiques tant nationaux qu'internationaux sont à la portée de tous les Etats Modernes.’

‘ Des acteurs armés en surnombre et diversifiés démontrent combien des armes continuent à être illégalement détenues.’

La population du Nord Kivu, ne cesse d'assister à une flambée des violations des droits de l'homme et des cas d'insécurité grandissante et de supporter le joug de la servitude. Les cas auxquels nous assistons sont ceux commis par des porteurs d'armes légaux et illégaux dont la plupart sont incontrôlés. De ceux-ci, nous avons des groupes étrangers nationaux d'une part et d'autre part les porteurs d'armes illégaux étrangers.

Oui, nous constatons d'un côté la détermination des autorités gouvernementales de mettre fin à l'activisme des groupes armés qui ne cessaient de semer la terreur à l'égard des civils et entre eux et d'autre part les groupes armés étant démantelés de leurs positions et leurs capacités de nuisance réduites au bas. Malgré que le Gouvernement ait effectivement mis fin au phénomène M23, il convient de signaler que leur neutralisation semble incomplète et cela risque de leur permettre de changer leur stratégie de combat.

Certes les guerres d'une part ont semblé avoir pris fin dans la partie Sud de la Province sauf quelques poches de résistance alimentés par groupes armés réfractaires au processus de démobilisation et les opérations SOKOLA contre les rebelles ougandais des ADF-NALU, l'on doit nécessairement s'attendre à :

- des tueries par des porteurs légaux comme illégaux des armes,
- des cas de violences sexuelles basées sur le genre,
- des déplacements massifs des populations, bien que la fréquence ait sensiblement diminué,
- des pillages systématiques des biens des paisibles citoyens,
- des incursions nocturnes des combattants locaux comme étrangers,
- la détention illégale et la prolifération des armes légères et de petits calibres,
- des cas de kidnapping pour ainsi rançonner les membres des victimes.

Au vu de la détérioration du tissu sécuritaire du fait que tous les éléments pouvant assurer la sécurité des paisibles citoyens et de leurs biens ne sont pas réellement réunis, l'on doit nonobstant se heurter à des cas d'insécurité.

Dans ce tableau synoptique, nous livrons les données relatives à la flambée de l'insécurité en la période de **JANVIER – DECEMBRE 2014**.

VILLE/ TERRITOIRE	LES DIFFERENTS CAS DE					PRESUMES AUTEURS	
	DECES PAR ARMES	BLESSES PAR ARMES	JUSTICE POPULAIRE	KIDNAPPING	VIOLS	ARMES	NON ARMES
BENI	760	110	2	100	4	963	26
GOMA	199	144	14	48	12	549	64
LUBERO	80	31	2	51	104	326	8
MASISI	167	82	1	50	2	391	-
RUTSHURU	113	55	4	94	-	355	11
WALIKALE	72	52	-	38	11	241	-
TOTAL GENERAL	1391	474	23	381	133	2825	109

Rapport de nos activistes disséminés dans nos différentes Antennes et aussi nos correspondants. D'autres données peuvent également être fournies par d'autres sources.

Au vu des statistiques telles que données dans ce tableau, il y a lieu notre ces éléments ci après :
Mais aussi, la participation de la population pour diminuer la fréquence des cas de violation du tissu sécuritaire n'est pas non négligeable par rapport. Certes, la Province du Nord Kivu n'a cessé d'être en proie à des cas d'insécurité de toutes sortes. Certaines raisons méritent d'être évoquées, notamment :

1- POINTS COMMUNS :

- Sa position géo stratégique, située à l'intersection de la RDC, de l'Ouganda et du Rwanda et dont les frontières sont quasiment poreuses,
- La léthargie de l'appareil judiciaire dans le traitement de certains dossiers même ceux des criminels de grand chemin,
- L'obscurité suite au manque de l'éclairage public et à domicile fait aussi grand défaut,
- Le chômage des jeunes même après les études et qui doivent se démener pour vivre,
- La corruption qui a élu domicile dans plusieurs secteurs de la vie même lors de l'embauche,
- La mauvaise gestion des armes à feu, la non maîtrise des effectifs des soldats et le retard dans le paiement de la solde des militaires, des policiers et des agents des services de sécurité,
- La complicité de certains soldats FARDC et certaines personnes de la population en faveur de certains groupes armés mais aussi à la détention illégale des armes à feu par bien des porteurs illégaux et d'autres opérant en tenue militaire ou de la Police,
- La multiplicité des armes confiées à des porteurs légaux notamment les soldats FARDC et les éléments de la Police Nationale : ils en détiennent plus que le nombre prévu et qui échappe au contrôle de l'Etat,

2- POINTS SPECIFIQUES :

TERRITOIRES DE BENI ET LUBERO :

- L'évasion massive des détenus criminels de la Prisons Centrale de KAKWANGURA en ville de Butembo, territoire de LUBERO en Octobre 2014 où 313 détenus ont réussi à s'évader sans inquiétude aucune,

- L'assassinat en pleine ville de Beni du Commandant Opération le Colonel MAMADOU le 02-01-2014 et la mort inopinée du Général Lucien BAHUMA commandant de la 08è région militaire en Août de cette même année,
- La guérilla entretenue par les combattants ADF/ NALU, prouvant ainsi soit l'incapacité ou la complicité de certains officiers de l'armée régulière,
- La complicité de certains opérateurs économiques dans la gestion des combattants ADF/NALU car bon nombre en ont fait un fond de commerce ; d'où un enrichissement illicite mais aussi suite la position géo stratégique du territoire qui est situé aux frontières avec l'Ouganda et dont les frontières ne sont pas bien gardées.

TERRITOIRES DE MASISI ET WALIKALE:

- Suite à la distance qui séparent ces deux territoires et aux forêts qu'ils regorgent, il se remarque une résurgence de certains groupes armés et qui commencent à parler d'eux,
- L'absence presque totale des soldats FARDC, des services de sécurité et de l'appareil de l'Etat, ces deux entités semblent échapper au contrôle de l'Etat,
- Les richesses du sous sol que renferment ces deux territoires causent à ce que bon nombre de gens détiennent illégalement des armes pour y accéder.

VILLE DE GOMA ET ENVIRONS :

- La position géo stratégique de la Ville de Goma et des frontières Rwando- congolaises qui s'étalent sur une bande de plus de 40 Km sans limites naturelles et peut être mal gardées car le nombre des soldats à ces frontières n'arrive pas à couvrir toute cette bande de terre. Cela ne suffisant pas, sa position géo stratégique, située entre la RDC et le Rwanda et dont les frontières sont poreuses, son cour avec le Grand Nord ainsi que le lac Kivu qui lui relie avec la Ville de Bukavu, fait à ce que des hommes armés opèrent en toute quiétude,
- Les quartiers périphériques de la Ville, d'une part à la limite avec le territoire de NYIRAGONGO et d'autre part avec le Lac Kivu occasionne une insécurité sans pareil.

- En ville de Goma, certains quartier détiennent la haute fréquence d'insécurité, il s'agit de :

No	DENOMINATION	LOCALISATION	POINTS CONTINGENTS
01	Quartier KYESHERO	Aux limites avec le Lac Kivu	- Pas d'éclairage public suite à la faiblesse tension du courant fourni dans la ville, -Un nombre aussi croissant des soldats non identifiés, -Une forte concentration des détenteurs illégaux d'armes à feu, -Une forte concentration démographique d'où il est très difficile d'identifier qui seraient les criminels dans l'ombre, -Un grand nombre des jeunes sans emploi et désœuvrés pourtant ayant déjà terminé les études universitaires.
02	Quartier MAJENGO	Aux limites avec le territoire de Nyiragongo, l'Aéroport International de Goma, et le Quartier BUJOVU à la frontière avec le Rwanda	
03	Quartier NDOSHO	Aux limites avec le territoire de Nyiragongo et vers le flanc du volcan Nyiragongo.	

Les limites de ces quartiers leur font le statut de dépotoir par excellence des porteurs illégaux des armes et comme ils sont les très moins desservis en courant électrique et les plus éloignés du centre ville, alors les acteurs commettent des crimes de l'ombre.

- Bien que la RD Congo est le grand fournisseur du courant électrique aux pays voisins force est de constater que la majeure partie de la Ville est dans une obscurité insupportable, ce qui donne faveur aux malfrats d'agir sans peur,
 1. Ce tableau renferme le condensé des données chiffrées de l'année 2014.
 2. Comme l'indique ce tableau des statistiques, comprenons que les faits comme les auteurs armés prennent la surface et si l'on considère le nombre des auteurs, l'on peut facilement avoir l'idée comme les auteurs armés sont en si grand nombre et amène à croire que les détenteurs des ALPC circulent dans presque toute la Province du Nord Kivu.
 3. Eu égard de toutes ces remarques, il y a lieu de proposer certaines mesures en termes de suggestions :
 - Tout en saluant l'effort conjugué du Gouvernement de la RD Congo pour s'atteler à remettre la sécurité, plaise alors de chercher des mesures palliatives suite aux raisons évoquées ci haut,

- Plaise une fois de plus des efforts déjà entrepris par le Gouvernement de la RDC, d'user de son poids afin d'inciter la Communauté Internationale, de rapatrier officiellement tous les combattants dans leurs pays d'origine car le peuple congolais est maintenant fatigué d'avoir vingt ans durant supporté le joug des réfugiés des pays étrangers et dont parmi certains ne cessent de commettre la désolation,
- Que les gouvernements rwandais et ougandais acceptent le retour paisible de leurs citoyens, notamment les rebelles ADF/NALU et FDLR pour un dialogue national,
- Tout en saluant la bonne et manifeste volonté de la Communauté Internationale d'appuyer assidûment la RDC d'exiger un retour radieux de tous les étrangers encore présents sur le sol congolais afin d'éviter toute suspicion de part et d'autre et de faire assidûment appliquer les acquis de l'ACCORD CADRE d'Addis- Abbéba.

Eu égard de tout ce qui précède, il nous faut signaler que beaucoup reste à faire. Il nécessite de ce fait un travail de longue haleine pour arriver tant soit peu à mener une lutte contre la prolifération des ALPC suite à l'activisme de certains groupes armés qui encore détiennent des armes reçues de manière illégale et d'autres qui sont détenues par des civils.

Goma, le 03-01-2015

Pour l'ONG ACPD

*Me Edmond MUYIMA
Directeur Général et
Chercheur en Droit International dans les
Pays des Grands Lacs en Afrique.*

